

EUROPA PER HELVETIAM

Pour une
fédération expérimentale
autour de la Suisse

En rose les Cantons européens



Docteur de MISCAULT

Député suppléant de Nancy

**EUROPA
PER HELVETIAM**

NEUTRALITÉ ET NON-VIOLENCE

**PRINCIPES DE BASE D'UNE POLITIQUE
ÉTRANGÈRE COMMUNE À L'EUROPE**

CHAPITRE PREMIER

DE LA MYSTIQUE DE L'EUROPE AU MERCANTILISME COMMUNAUTAIRE

« Comment en un plomb vil, l'or pur s'est-il changé ? »
(Racine, *Athalie*)

L'Europe est dans le désarroi. Non seulement aucun progrès n'a été réalisé vers les institutions politiques, mais l'Europe économique elle-même semble avoir reçu un coup sérieux du fait de la crise monétaire. Le bel enthousiasme des années 60 est tombé, et l'avenir semble bouché aux plus optimistes des « européens ». Comme a dit Walter Scheel : « Opas Europa ist tot ! » [« L'Europe de grand-père est morte »].

Des exemples récents :

Le plan Werner pour l'Europe économique et monétaire est adopté au printemps 1971, et M. Karl Schiller chante victoire parce que les marges de fluctuation entre les monnaies européennes sont abaissées de quelques décimales. Le malheureux ! Le coq n'a pas chanté trois fois qu'il décide de laisser flotter le mark de 5, 7, 9 % !... Puis, pour faire accepter la chose à ses partenaires, il promet de revenir à la parité « avant l'août, foi d'animal » : mais en août, c'est la « bombe Nixon », et le tourbillon qui s'en suit remet en question les bases mêmes de la C.E.E.

Au mois de mai 1971, une conférence des ministres des affaires étrangères se tient à Paris afin de définir une attitude commune dans l'affaire d'Israël. On se met d'accord sur un certain nombre de points, mais, quelques semaines plus tard, M. Walter Scheel se rend à Jérusalem et y développe des thèses en parfaite contradiction avec celles de l'accord de Paris.

La crise monétaire éclate ; en gros, le dollar n'accepte pas de céder la place et montre les dents... Les Européens vont à la bataille comme les trois Curiaces. Pourtant, l'avenir de l'Europe, comme celui du reste du monde, exige une remise en ordre fondamentale. Comment progresser sans conditions monétaires stables ? Le commerce mondial, base de la prospérité, résistera-t-il à une guerre de tarifs ? Au Fonds monétaire international, les Américains trouveront-ils à qui parler si l'Europe reste divisée, certains pays étant incapables de sortir de la dépendance où ils se trouvent vis-à-vis du dollar — dépendance d'autant plus profonde qu'ils ont laissé s'accumuler chez eux de monstrueuses balances dollar, qu'ils n'ont évidemment pas intérêt à voir déprécier.

Le grand schisme gaullien

Le « point mort » actuel s'explique par l'affrontement de deux mouvements européens qui s'annulent l'un l'autre, chacun d'eux étant par surcroît miné de l'intérieur par une contradiction essentielle. Il s'agit, comme chacun sait, du « grand schisme gaullien », qui s'est manifesté progressivement depuis 1960 et qui a tant et tant contrarié les « européens » fervents et sincères d'Allemagne, de France et d'Italie.

- 1) Le mouvement européen des grands pionniers, qu'on pourrait désigner par le terme de « premiers européens » [un peu comme on dit « les premiers chrétiens »] s'est rapidement opposé à de Gaulle sur la question de l'admission de l'Angleterre. Parce que de Gaulle la repoussait, et aussi parce qu'un nouveau membre de la taille de la Grande-Bretagne aurait constitué un contrepoids à l'influence grandissante et redoutée du Général, les « européens » ont fait de l'admission une condition « sine qua non », alors que [là est la contradiction] l'arrivée des Britanniques interdisait justement la marche vers l'intégration européenne et retirait tout espoir de constituer une Europe indépendante du bloc anglo-saxon.
- 2) La conception gaullienne s'opposait à l'extension parce que ce n'est pas l'intérêt de la France [« Für fünf Henne genügt ein Hahn », a écrit humoristiquement un Allemand : un coq suffit pour cinq poules], mais aussi parce que l'Angleterre, c'était bien sûr le cheval de Troie des Yankees, et surtout parce que, au lieu de renforcer l'unité de l'Europe, passer de six continentaux à dix insulaires ou péninsulaires compris, c'était diluer la soupe européenne jusqu'à lui faire perdre odeur, saveur et couleur. Seulement — et c'est là la contradiction — il eût fallu, pour emporter l'adhésion des cœurs européens, marcher résolument vers l'intégration et la supranationalité... ce que de Gaulle ne voulait à aucun prix pour d'autres motifs.

CHAPITRE II

LE GRAND PÉLICAN

Un bienfaiteur de l'Europe resté incompris

Un député belge a dit : « De Gaulle aurait pu être le premier président des États-Unis d'Europe ; il a préféré être le dernier ministre de Louis XIV ».

Non, Monsieur le député ! de Gaulle n'est pas demeuré trois siècles en retard ; il était au contraire de trois décennies en avance sur ses contemporains, et, comme tout visionnaire, il n'a pas été compris d'eux. Du vivant d'Einstein on pouvait compter sur les doigts de la main les savants capables de comprendre ce génie de la Science ; dans les années 60, bien peu d'hommes politiques purent suivre de Gaulle dans ses conceptions. Son esprit embrassait avec objectivité plus d'espace sur le globe et plus de distance dans le temps que le commun des mortels. Comme l'a dit un journaliste américain : « Nous rampons sur la terre tandis qu'il nous survole comme un cosmonaute ». De plus, son caractère entier l'éloignait des arrangements et des accommodements.

Aujourd'hui il est cependant facile de démontrer que, sur la question européenne aussi, il a eu raison, raison de freiner des quatre roues : il suffit pour cela de se représenter ce qui serait arrivé si, en 1963 par exemple, cédant aux injonctions d'Adenauer [qui lui écrivait encore dans ce sens peu avant sa mort], il avait pris la tête d'une fédération européenne.

Dans le climat de guerre froide qui régnait alors, l'Europe eût été une simple dépendance des États-Unis, fer de lance avancé du bloc occidental contre le monde communiste. La détente en eût été rendue impossible et l'Allemagne, comme l'Europe, comme le monde, seraient restés pour longtemps coupés en deux.

Ce n'est pas cela que voulait de Gaulle. Dans sa grande âme, il a préféré prendre pour lui le rôle ingrat, le rôle de préparation, de nettoyage, le travail des fondations, ce qui ne se voit pas, ce qui est déplaisant, ce qui est le plus difficile — mais aussi le plus important. Il a préféré être le manœuvre qui fouille et qui bétonne et laisser à ses successeurs le rôle enivrant de faire monter la construction toujours plus haut dans le ciel pour y voir flotter un jour le drapeau européen.

Pour parvenir à son but — l'Europe indépendante, seule réellement efficace — il lui fallait agir de deux façons : freiner le plus possible la marche en avant vers l'intégration, orienter la politique de la France et, partant, celle de l'Europe, vers le

neutralisme.

Sur ces deux points il a donné la mesure de ses capacités et a réussi à atteindre son objectif à 100 %, pourrait-on dire (au grand dam des « européens »).

CHAPITRE III

LE CHEF D'ŒUVRE D'UN GÉNIE POLITIQUE

« Et nunc, reges, intelligite ; erudimini qui... »
(Ps. II)

De Gaulle, jugeant qu'une intégration européenne est prématurée et qu'elle compromet l'avenir de l'Europe, use de tous les moyens pour la freiner, prenant ainsi le contre-pied des « européens » qui voulaient brûler les étapes, un peu à la manière des enfants qui réclament le dessert avant les plats salés.

Il manifeste son aversion pour toute « supranationalité » et sa défiance vis-à-vis des commissaires de Bruxelles trop entreprenants comme M. Hallstein. Il écrase de son mépris [« comités Théodule »] les diverses associations qui préconisent l'unification du continent. Comme à plaisir il envenime les crises que traverse à plusieurs reprises l'Europe agricole [aussi parce que la solidarité agricole favorise les intérêts français].

Il refuse d'accepter, comme l'avait prévu le Traité de Rome, de substituer la règle de la majorité à celle de l'unanimité.

Enfin il sait tirer un profit maximum de la question anglaise, faisant traîner en longueur par ses véto successifs la candidature au Marché commun.

Il exaspère ainsi jusqu'à la limite ses partenaires [quelqu'un qualifie alors son attitude de « goût néronien de la destruction »]. Mais là où son talent force l'admiration, c'est quand il sait aller trop loin sans jamais provoquer la rupture.

Le grand arbre secoué par la tempête

Avec une secrète satisfaction, il observe les tempêtes qu'il déchaîne, cependant qu'il prend bien soin de ne pas détruire une œuvre européenne qu'il aime au point de lui sacrifier sa popularité. Il doit aussi veiller à ce que dans sa maison le pouvoir ne lui échappe... Certes il peut puiser dans l'énorme capital d'autorité et de confiance qu'il a acquis et que la fidélité des gaullistes lui assure. Tout de même, avant les présidentielles de 1965, la tension est extrême ; les uns après les autres, les « européens » passent à l'opposition, et j'entends encore le fidèle et solide Edgar Faure déclarer : « Cette fois je vote encore pour de Gaulle. La prochaine fois, je voterai pour Lecanuet ».

Le temps ainsi gagné est mis à profit pour modifier le climat de guerre froide qui a succédé à la guerre : pour détendre les relations entre l'est et l'ouest du continent il proclame jusqu'à faire hausser les épaules que l'Europe de son cœur va de l'Atlantique à l'Oural ! On est tout sourire pour Moscou, on étudie ensemble le procédé Sécam, on commerce de son mieux. Puis c'est le merveilleux voyage du Président en Russie : incroyable réussite pour un homme âgé, croyant, plein des traditions du passé, que de parvenir à s'entendre avec un peuple séparé de l'Occident par quarante ans de révolution et avec des dirigeants dont le moins qu'on puisse dire est que leur compréhension est limitée.

Quelques années auparavant, il a envoyé Edgar Faure en Chine et le premier a renoué avec les révolutionnaires jaunes.

« Vive le Québec libre »

Second volet de son action : chercher noise aux Anglo-Saxons partout où l'occasion s'en présente — et il n'en perd pas une !

En 1965 il chante les louanges de l'or avec un lyrisme qui frise le ridicule, cela en fait pour dénigrer le dollar.

Il prend ouvertement parti pour le Vietnam du Nord, ayant flairé là le défaut principal du colosse américain.

Puis il donne le grand coup : il congédie les Américains. On le taxe d'ingratitude [et il faut bien reconnaître que le reproche est justifié]. Mais qui pourra jamais prendre une telle initiative si ce n'est lui ? Et puis, plus les Américains sont choqués, plus les Russes sont contents. « Merkt es Moskau ? » écrit un caricaturiste allemand [« Moscou le remarque-t-il ? »]. Oui, les Russes sont lourds à mouvoir, mais ils finissent par prendre en considération l'entreprise du Général.

Est-ce le monarchiste en de Gaulle qui s'intéresse au Canada ? Son intervention dans ce pays est une nouvelle occasion de déplaire à Washington ; et puis, comment aller crier : « Vive la Pologne libre ! » si l'on en a pas acquis le droit en criant d'abord : « Vive le Québec libre »

Décision éloquente s'il en fut : la Défense française est désormais orientée « tous azimuts ». Pour un État neutre, il n'y a pas d'ennemi privilégié.

La guerre des Six jours lui procure sa dernière occasion de se placer comme il aurait voulu que l'Europe se place : à mi-chemin... Non pas, là encore, comme on le lui a reproché, pour faire la cour aux Bicots, mais pour avancer un peu plus sur le chemin du non-alignement et de la neutralité.

Charles de Gaulle repose à Colombey, et le recul du temps nous permet d'admirer une œuvre étonnante, telle un grand sommet dont on ne peut pleinement juger qu'en s'éloignant de lui. Cette œuvre, nous le voyons maintenant, c'est la voie magistrale qui nous conduit à la future Europe, voie largement ouverte au haut de laquelle, comme l'Arc de Triomphe vu des Champs-Élysées, une Europe pleinement humaine, une Europe qui, à travers le monde, jouisse de l'audience de tous et de chacun, une Europe qui puisse servir de modèle à un monde malade de l'injustice et de la violence.

CHAPITRE IV

CEST EN FORGEANT QU'ON DEVIENT FORGERON Création d'une Fédération expérimentale autour de la Suisse

Après tant de déceptions, un sentiment d'impuissance s'est emparé des Européens.

Et pourtant, l'Europe est potentiellement le premier pays du monde.

Pourtant, c'est elle la mère des civilisations en ce qu'elles ont de meilleur et de plus précieux.

Pourtant, malheurs et atrocités ont mûri notre continent.

Pourtant, Français, Allemands et Italiens ont appris à s'estimer, ils ont pris conscience de leur complémentarité. Que ne pourraient-ils faire ensemble !

Enfin et surtout, le monde a besoin de l'Europe. Mais comment la sortir de l'ornière ?

Il faut une initiative capable de parler à l'opinion ; pour prouver le mouvement, il faut marcher : et puisque les États-Unis d'Europe ne sont pas encore réalisables, faisons dès maintenant une première ébauche fédérale qui sera constituée autour de la Suisse par l'apport simultané de territoires offerts par chacun des Six, **plus l'Autriche**, et destinés à devenir des cantons européens.

Ainsi l'Autriche cède à la Suisse le Vorarlberg et le Tirol ;

L'Italie cède le Haut-Adige, Domodossola et Aoste ;

La France, une partie de la Haute-Savoie, le pays de Gex, un fragment du Doubs, le Territoire de Belfort, l'Alsace et une partie de la Lorraine ;

L'Allemagne, le pays de Bade, une partie du Palatinat, la Sarre, Aix-la-Chapelle, Constance, ainsi que l'enclave de Schaffhouse ;

Le Luxembourg s'incorpore à l'Europe ;

La Belgique cède Malmédy ainsi qu'Eupen, qui sera réuni à Aix-la-Chapelle pour former un canton ;

La Hollande cède le Limbourg hollandais.

Quelques cas particuliers se présentent :

Genève pourrait s'annexer le pays de Gex, le Chablais et le bassin de l'Arve pour former le canton européen du Mont-Blanc, ce qui résoudrait la question épineuse des zones franches et des frontaliers.

Le Jura bernois, en s'adjoignant une partie du Doubs, pourrait aussi former un canton européen, ce qui satisferait les aspirations de cette minorité.

Bâle-Ville absorberait Huningue, Saint-Louis, une partie de l'Alsace et du pays de Bade pour former un nouveau canton.

Schaffhouse serait réuni à l'enclave allemande et au petit territoire de la Thurgovie situé sur la rive droite du Rhin.

Constance formerait un canton avec la Thurgovie.

Quelques rectifications de frontières seraient indiquées entre la Lorraine, d'une part, l'Alsace et la Sarre, de l'autre.

Quelles sont les conditions nécessaires à une région pour pouvoir devenir canton européen ? En dehors de la volonté de sa population, c'est :

- 1) être contiguë à la Suisse ou à un territoire fédéré lui-même contigu ;
- 2) être d'une importance comparable à celle d'un canton suisse ;
- 3) ne pas déséquilibrer par son départ le pays d'origine ;
- 4) constituer par lui-même une unité du fait de l'histoire, de la géographie ou du peuplement ;
- 5) être apte à représenter, au sein de la profédération, le pays dont il est issu.

Tous ces territoires deviennent des cantons européens, soumis à la Loi helvétique ; ils auront à transformer leur administration pour la modeler sur celle des anciens cantons suisses. La chose pourra être facilitée au moyen du parrainage de chacun des nouveaux cantons par un ancien [ce qui rappellerait les jumelages si fréquemment réalisés entre villes européennes].

L'ensemble des cantons sus-énumérés, plus la Confédération Helvétique, forment la première fédération européenne, ou **profédération**, ou, plus simplement, **Mi-Europa** [milieu, mittel, mini].

Voici une liste indicative de parrainages souhaitables.

- | | | |
|--------------------|---|--------------------|
| 1. Alsace | → | canton de Berne |
| 2. Tirol | → | canton des Grisons |
| 3. Sarre | → | canton de Zurich |
| 4. Haut-Adige | → | canton du Tessin |
| 5. Pays de Bade | → | cantons de Bâle |
| 6. Luxembourg | → | canton de Vaud |
| 7. Aix-la-Chapelle | → | canton de Lucerne |
| 8. Palatinat | → | canton d'Argovie |

9. Aoste	→	canton du Valais
10. Belfort	→	canton de Neuchâtel
11. Domodossola	→	canton d'Uri
12. Vorarlberg	→	canton de Saint-Gall
13. Malmédy	→	canton de Soleure
14. Limbourg	→	canton de Schwitz

Le nouvel État verrait le jour à la suite d'un traité entre les sept pays et la Confédération Helvétique. Pour lui donner consistance, le traité stipulerait que toute institution européenne nouvelle devrait obligatoirement avoir son siège sur le territoire de la profédération ; des relations privilégiées uniraient les États procréateurs à leur créature commune.

La première tentative de fondation d'un territoire européen revient, semble-t-il, à Konrad Adenauer qui, lorsqu'il s'est agi de décider du sort de la Sarre, s'était montré partisan de son européanisation, à condition que la France y joignît une partie de la Lorraine.

Plus tard; en 1965, Denis de Rougemont, dans son livre « **La Suisse, histoire d'un peuple heureux** », a suggéré de constituer en Suisse un « District européen »

Précédent le traité, des référendums auraient lieu dans les territoires concernés, puis dans les différents pays. S'agissant de régions situées aux **franges** des différentes civilisations européennes [suivant le terme employé par Otto de Habsbourg], il ne fait pas de doute que les populations se montreraient favorables à ces changements. Elles sont en effet souvent bilingues, quelquefois même travaillées par des mouvements séparatistes, et leur vocation européenne est très développée.

L'Euroxie

Cette profédération sur pied, il se constitue **ipso facto** une nouvelle communauté, la communauté des nations qui ont accepté d'apporter en sacrifice sur l'autel de l'Europe une partie d'elles-mêmes, des nations qui s'engagent moralement à protéger leur enfant commun et à promouvoir son épanouissement, tout en conservant — ou acquérant — les liens économiques tissés au sein de la C.E.E. Il s'agit, bien entendu, de l'Europe continentale dans sa partie **occidentale** [les Six, plus l'Autriche et la Suisse], dont on pourrait désigner l'union par le terme d'Euroxia ou Euroxie.

C'est cette Euroxie qui aurait à se fédérer à l'image de la Suisse et en passant par le stade intermédiaire de la profédération. De la Suisse elle adopterait la neutralité, le gouvernement collégial, la monnaie [en tous temps irréprochable]. Autour et au travers de la profédération, l'Euroxie établirait des voies de communication fédérales, une société européenne des Chemins de fer ; elle établirait des postes européennes et un code routier européen, etc. Il y aurait à parachever le démantèlement des frontières consécutif au rapprochement des politiques économiques et financières, ainsi qu'à généraliser la liberté d'établissement, du travail et des mouvements de capitaux. Elle imiterait les habitudes suisses de balance

entre les trois ethnies, de bilinguisme [car tout Suisse qui connaît deux des trois langues dominantes peut communiquer au moins en une langue avec tous ses compatriotes]. Et Dieu veuille que les Euroxiens fassent leurs le merveilleux civisme des Suisses, leur esprit de tolérance, leur ardeur au travail, etc. !

L'obstacle principal à la fédéralisation est l'inégalité entre les membres, inégalité souvent imméritée puisque due aux hasards de la géographie et de l'histoire, souvent aussi inévitable, mais qui ne sera supportée par les intéressés que dans la mesure où ils sentiront l'effort fourni par la communauté pour atténuer les différences. La **péréquation** érigée en système est le seul moyen d'y parvenir : les régions les plus favorisées contribuant selon leurs moyens, les régions déshéritées recevant selon leurs besoins. La générosité est payante du fait de la solidarité entre régions d'une communauté économique.

Bien sûr, la Suisse, de son côté, aurait à faire un effort pour se mettre à la hauteur de cette tâche redoutable et passionnante et devrait se réformer sur quelques points.

Le Fédérateur

La présidence « à éclipses » du Conseil fédéral helvétique ne saurait suffire à notre continent, qui devra bien évidemment comporter une tête.

Je pense qu'une des premières institutions dont il faudra doter l'Euroxie sera celle d'un président, nommé **Fédérateur** pour marquer que son rôle sera provisoire et que, dans le premier stade au moins, un véritable régime présidentiel ne peut être envisagé. Le rôle du Fédérateur sera de stimuler l'unification du continent. Il disposera pour cela de l'initiative dans le domaine constitutionnel, conjointement avec le peuple qui s'exprime par initiative et référendum — le Parlement n'ayant l'initiative que dans le reste du domaine législatif. Le Fédérateur doit signer les lois, mais il ne gouverne pas.

Son élection pourrait être le fait de grands électeurs élus à raison de un pour 100 000 habitants qui se réuniraient à Home [rappelant en cela les grandes heures de l'Empire romain germanique] pour le désigner et l'investir pour cinq ans.

Le gouvernement de l'Euroxie serait formé des ministres européens, personnages à deux faces qui feraient partie à la fois du gouvernement de leur pays et de celui de l'Euroxie, siégeant à Strasbourg, où ils délibèreraient avec un nombre de voix proportionnel à la population du pays qu'ils représentent ; ils éliraient parmi eux un président renouvelable annuellement.

Le Parlement européen, élu directement par les populations, aurait à surveiller les affaires de l'Euroxie et ses budgets de l'agriculture, des voies de communication, des P. et T., etc. Il contrôlerait les actes du gouvernement, mais ne pourrait le renverser.

La Ville fédérale de la protofédération serait Berne. La capitale de l'Euroxie serait Strasbourg, siège du Parlement et du Fédérateur. Cette ville est désignée à cet

honneur par la situation centrale en Europe, son bilinguisme, par le Rhin, merveilleux échangeur pour quatre pays, enfin par sa cathédrale et son histoire, qui associe Goethe et Herder à Rouget de l'Isle. Cependant, si une nouvelle ville devait être créée « de toutes pièces », une Europole ou un Eurobourg, ce serait encore en Alsace, mais plus au sud, dans la grande forêt qui s'étend entre Mulhouse et le Rhin [et qui devrait être réservée à cet usage].

CHAPITRE V

NEUTRALITÉ

La meilleure ou la pire des choses

Lorsque, en 1964, l'idée d'une première fédération européenne autour de la Suisse m'effleura, la principale difficulté me sembla être la neutralité « perpétuelle et sacrosainte » de ce pays. Puis, les années passant et les choses évoluant comme on le sait, elle me parut devenir la principale chance de l'Europe future — pourvu que le concept de Neutralité tel qu'il s'était formé en Suisse au cours des XIX^e et XX^e siècles se transformât [par sublimation] en une neutralité dépouillée d'égoïsme et de protectionnisme pour gagner en rayonnement et en effort de prosélytisme.

Nul doute que la neutralité a eu l'infini mérite de permettre à la Suisse d'échapper aux conflits qui ensanglantèrent l'Europe depuis cent ans et de lui épargner un éclatement fatal au cas où elle aurait pris parti pour l'une ou l'autre nation représentée chez elle par une ethnie. La Suisse a rendu à l'humanité un service inestimable en devenant le refuge où pouvait encore s'abriter ce qui restait de raison et d'esprit universel [« au-dessus de la mêlée »], et aussi en portant secours aux effrayantes misères, conséquences de nos folies.

Mais, grâce au ciel, la page est tournée, et nul n'envisage plus un conflit entre les pays de l'Europe.

Qui donc, maintenant, menacera jamais la Confédération Helvétique, du dehors ou du dedans ? La neutralité de Papa ne sert plus à rien, pas plus qu'un vestige d'organe hérité d'un autre âge par l'espèce et qui va en s'atrophiant petit à petit.

Si l'on n'y prend garde, une telle neutralité tendrait à servir de paravent à des intérêts égoïstes et à une nonchalance routinière qui paralyse progressivement la vie politique. Comme l'a dit Gunther Grass : « Aus dem Hort der Freiheit ist eigentlich nur noch ein refugium der Steuerflucht geworden » : « De l'asile de la liberté il ne reste plus qu'un refuge pour les fraudeurs fiscaux ».

C'est une autre neutralité qu'appelle le monde d'aujourd'hui, celle qui a manqué en 1968 aux Tchécoslovaques pour qu'ils puissent trouver et faire reconnaître leur voie propre, une neutralité qui a échappé l'an dernier au Cambodge, celle qu'il faut au Vietnam, à la Corée, celle sur laquelle pourraient s'appuyer la Roumanie, la Finlande, l'Autriche, l'Allemagne enfin qui, ligaturée en son milieu, pousse monstrueusement

de droite et de gauche.

La neutralité dont le monde a besoin est surtout d'ordre idéologique. De même qu'au XVI^e siècle il suffisait du « bon vouloir » d'un prince pour que ses sujets embrassent comme un seul homme une confession et militent pour elle jusqu'au sacrifice de la vie [à croire qu'il s'agissait d'un choix de leur conscience], de même aujourd'hui il suffit d'une ligne tracée arbitrairement au travers d'un pays pour qu'un fanatisme surgisse et se défie de part et d'autre. Cette simple observation devrait inciter à plus de retenue dans leurs professions de foi les Thieu, Ky, Husack, Honecker et consorts ! Hélas, l'intérêt des grandes puissances n'est que trop bien servi par ces fanatiques dont ils sont le jouet.

Il sera facile à une petite fédération d'origine helvétique de se proclamer neutre et de faire admettre sa neutralité ; on devra cependant insister sur sa finalité idéologique de non-alignement. Il sera plus difficile d'étendre cet impératif à l'ensemble du continent, c'est-à-dire à notre Euroxie. Comment pourrait-elle être autre que neutre alors qu'elle comporte deux pays dont la neutralité est institutionnelle : la Suisse et l'Autriche ? Pour la France, le chemin est déjà fait en bonne partie, grâce à qui l'on sait c'est le désarmement qui sera le plus dur à obtenir. L'Italie, la Hollande, la Belgique et même l'Allemagne auront à **quitter l'O.T.A.N.** pour entrer dans la Fédération. Ce sera là, avec le don d'une partie de leur territoire, le geste le plus méritoire et le plus significatif. Comment une Europe occupée par des troupes étrangères pourrait-elle se déclarer indépendante et exiger de l'autre bord que l'on ait à reconnaître son indépendance ?

CHAPITRE VI

LA NON-VIOLENCE, ARME DE L'AVENIR

Heureux les pacifiques !
(Matthieu, chap. V)

Jésus fit plus que Spartacus pour libérer les esclaves de leur honteuse condition.

Gandhi, avec son ascétisme, son pagne et son rouet, fit plus pour libérer l'Inde qu'une armée de guérilleros et que des années de guérilla.

A l'inverse, combien la violence nous paraît dérisoire dans la démonstration de force inhumaine et démesurée à laquelle se livre l'Amérique contre un admirable petit peuple à l'âme pure et indomptable !

Avant les Vietnamiens, les Finlandais avaient, à l'étonnement du monde, tenu en respect la puissance russe. Ainsi Napoléon n'était pas venu à bout de la résistance espagnole.

Et si les Russes ont finalement réduit au silence les généreux Pragois, ils ont pu mesurer l'ambiguïté de leur victoire qui, dans l'opinion mondiale, est pour toujours marquée par le même opprobre que le pacte germano-soviétique de sinistre mémoire.

Un des enseignements qu'on peut tirer de l'histoire contemporaine, c'est que la force, en ce qu'elle a de plus matériel, la force des canons, des chars et des avions, a perdu une grande part de son efficacité au profit de deux facteurs nouveaux :

- 1) le rayonnement de la puissance économique, dont le meilleur exemple est le Japon désarmé ;
- 2) le règne de l'opinion publique qui, par-dessus des organismes mondiaux encore fort imparfaits et par le truchement des divers modes d'expression, impose de plus en plus ses jugements aux dirigeants devenus souvent ses dociles exécutants.

On voit approcher le jour où l'épée frappera toujours dans l'eau et où l'explosion de la bombe atomique soulèvera surtout des gerbes de réprobations. Et c'est pour s'adapter à cette évolution de la conscience humaine que nous pensons que la future Europe devra être désarmée.

Désarmée notre profédération qui, après avoir adopté le système helvétique de la milice [remplaçant le service militaire classique par de courtes périodes], devra s'orienter progressivement vers la constitution d'un petit corps de volontaires, pour réduire finalement ses effectifs armés à la seule police.

La « Ligue du désarmement »

Parallèlement, elle travaillera à répandre autour d'elle ses thèmes sur la non-violence. Convaincue que l'exemple est le seul mode de persuasion réellement efficace, elle fondera à Genève, siège actuel de la conférence du désarmement [la « vaine figuration » du Général], une **Ligue du désarmement** à laquelle pourront adhérer tous les pays qui s'engageront à désarmer totalement dans un délai convenable et à mettre à sa disposition les fonds dégagés par les économies faites sur les budgets militaires [4 % en moyenne du P.N.B.], à raison de la moitié dudit budget, le reste étant affecté à l'amélioration des conditions sociales du pays lui-même et à son réarmement moral. Les moyens puissants et dénationalisés dont disposera la Ligue seront distribués aux pays du tiers-monde qui, de leur côté, auront adhéré en s'engageant à limiter, puis à supprimer, leurs dépenses militaires. On ne verra plus ainsi des pays incapables de subvenir aux besoins essentiels de leur population procéder à de coûteux achats de matériel de guerre.

Les membres de la Ligue de Genève s'engageront par surcroît à **ne plus fabriquer ni vendre d'armes**, seul moyen vraiment sûr d'éviter qu'il en soit fait mauvais usage — car comment vérifier, les armes une fois livrées, qu'elles ne serviraient qu'à des exercices ou à des parades ?

Ainsi on ne verra plus de petites nations, victimes de l'illusion belliqueuse, se livrer des combats meurtriers avec des armes complaisamment fournies. Il est vrai que l'on pourra toujours se battre à coup de bâtons, mais cela aura moins de conséquences.

Pourraient ainsi désarmer, à l'exemple de la Fédération : la Belgique, les Pays-Bas, l'Autriche, les pays scandinaves puis, avec plus de difficulté [mais aussi plus de mérite], la France, l'Allemagne et l'Italie.

On pourrait enfin espérer que, de même que, dans un pays civilisé, la détention d'armes à feu est interdite aux particuliers, dans un monde qui se veut civilisé, les seuls engins subsistants soient à la disposition exclusive de la force internationale.

Le réarmement moral

Deux conditions semblent nécessaires pour qu'un Etat désarmé puisse faire respecter son indépendance :

1) observer une scrupuleuse neutralité à l'égard des différentes idéologies de façon à maintenir des relations amicales avec l'un et l'autre Blocs ;

2) promouvoir un haut niveau de réarmement moral en propageant les doctrines de non-violence, en exposant les moyens **non violents** de résister à une agression, et surtout en exigeant des gouvernements le maximum de **justice sociale**.

Quelques considérations sur la question sociale

Du collectivisme, nous retenons la priorité donnée à l'intérêt public sur l'intérêt privé. Mais nous craignons les restrictions aux libertés individuelles, auxquelles les Européens tiennent par-dessus tout.

Du marxisme, nous approuvons le « à chacun suivant ses besoins », à l'opposé de la formule capitaliste : « à chacun suivant ses moyens ». Mais nous savons bien que si l'homme est perfectible, il n'est pas encore parfait et qu'il a besoin de l'aiguillon de la nécessité ou de l'appât du gain pour soutenir ses efforts. Nous voyons bien que les économies socialistes ne font plus le poids, une fois passé le stade de la mystique révolutionnaire. L'instinct de propriété est profondément humain, il est sain : les animaux, dans l'état de nature, défendent vigoureusement leur canton...

Le péché originel du marxisme, c'est le dogme de la lutte des classes. Pour les chrétiens comme pour les non-violents, les hommes sont frères et non ennemis. Il est possible au salarié de défendre ses intérêts en respectant ceux de l'employeur et même en lui voulant du bien.

L'amour persuade mieux que la contrainte

Nous réproouvons absolument le dogme marxiste selon lequel seule la violence peut faire progresser une société : en quoi la dictature du prolétariat est-elle préférable à toute autre dictature ? La contrainte physique nous fait horreur, mais même la contrainte morale. Et nous déplorons que des individus veuillent imposer leurs vues personnelles aux autres par des moyens violents.

La violence appelle toujours la violence ; celle des étudiants justifie celle des colonels. Dans cet enchaînement infernal, c'est tout le monde qui porte les chaînes. Nous connaissons le remède : c'est la tolérance et l'amour de ses semblables.

CHAPITRE VII

PLUS L'AUTRICHE Un pas décisif pour l'Europe

Vouloir inclure l'Autriche dans une fédération européenne semble, à première vue, une gageure tenue par un inconscient ; car, nous dira-t-on, ignorez-vous que la neutralité de l'Autriche est garantie par un traité d'Etat, dont la Russie est une puissance protectrice ? Comment l'U.R.S.S. qui, jusqu'à présent, a constamment refusé d'entendre parler d'association avec la Communauté économique pourrait-elle tolérer une union politique avec un groupe d'Etats dont l'Allemagne fédérale fait partie ? On conçoit en effet que la sécurité soviétique puisse se sentir menacée. Elle ne peut que se trouver gravement offusquée dans l'attachement qu'elle affiche pour le statu quo européen.

Ce qui était indiscutable il y a dix ans ne l'est plus aujourd'hui : une nouvelle puissance s'est formée en Asie, qui s'oppose ouvertement aux Russes, lesquels, de ce fait, se trouvent contraints à chercher un accommodement avec les États-Unis. A deux ennemis potentiels faut-il en ajouter un troisième ? Car notre Euroxie, toute désarmée qu'elle se proclame, va constituer économiquement et diplomatiquement le numéro 2 mondial. Si sa cohésion est réelle, si ses peuples prennent vraiment conscience de leur valeur, si cette nouvelle puissance pacifique peut acquérir devant l'opinion mondiale un préjugé favorable, elle saura inspirer à ses voisins le respect et la considération nécessaires.

Il faut, bien entendu, pour que l'opération réussisse, que le mouvement d'opinion, en Europe et particulièrement en Autriche, en faveur de l'Euroxie atteigne une ampleur irrésistible. Qui peut s'opposer à la volonté d'un peuple convaincu et unanime ?

La constitution d'un bloc euroxien pacifique n'est pas sans intérêt pour une Russie avide de sécurité. En effet, la France, l'Italie et surtout l'Allemagne **y seront désarmées** et, de plus, elles s'engageront à quitter l'O.T.A.N. et à ne plus tolérer la présence de bases et de forces militaires sur leur territoire. Pour une telle garantie sur son flanc ouest la Russie pourrait bien payer le prix, assez modique du reste, de sa part d'influence à Vienne.

Pour nous, Européens, ce serait, aux yeux des plus sceptiques, la démonstration évidente de l'existence de l'Europe en tant que facteur politique dans le concert des grandes nations.

Ah fichtre, oui ! De Gaulle a bien fait de retarder la fête pour que l'Autriche puisse être de la partie :

L'Autriche, cette fille de Germanie,
porte des pays danubiens,
dont la monarchie fut si longtemps à la tête de l'Europe
et dont la capitale est de Paris.

L'Autriche, patrie de Marie-Thérèse, femme du dernier duc de Lorraine,
de Marie-Antoinette, reine auréolée de malheur,
et de Marie-Louise, l'épouse de Napoléon.

L'Autriche de Haydn et de Mozart !
Ce pays sans lequel l'Europe fût demeurée entaillée jusqu'au cœur !

L'Autriche, enfin, que tout Européen a dans la peau !
Voilà pour l'Europe un inappréciable cadeau de baptême !
Voilà pour les Autrichiens, d'un seul coup effacées,
les tristes séquelles de deux guerres perdues !
Voilà l'indépendance retrouvée et avec elle la fierté !
Voilà pour les Allemands le bonheur de leur frère, gage précieux d'espérance.

CHAPITRE VIII

L'EUROPE ET LES ALLEMANDS L'Allemagne, souci majeur de l'Europe

Il est heureux que, le temps et Charles de Gaulle aidant, les Allemands soient revenus de leur illusion [leur grande tentation d'après-guerre] selon laquelle une Europe unifiée joignant ses forces à celle des États-Unis pourrait contraindre les Russes à rendre gorge et laisser la Bundesrepublik s'annexer la DDR.

Chacun sait maintenant qu'une solution au problème allemand ne pourra être obtenue que par des moyens pacifiques, ce que M. Kiesinger a exprimé en déclarant : « Der Gewaltverzicht ist der Eckstein unserer Politik » [« la renonciation à la violence est la pierre angulaire de notre politique »).

Chacun sent que la coupure de l'Allemagne en deux est un défi à la sagesse et à la morale, et la conscience humaine ne pourra être en repos tant que l'Allemagne, le Vietnam et la Corée n'auront pas retrouvé des conditions normales leur permettant de disposer d'eux-mêmes en toute liberté [1].

Quelle nation peut jeter à l'Allemagne la première pierre ? Quel pays n'a pas dans l'histoire succombé à la tentation de la violence ?

Bien sûr, le monstre Hitler obsèdera encore longtemps l'âme des Allemands... Mais avant Hitler, il y avait eu Charlemagne, Othon, Barberousse ; il y avait eu Bach [2], Haendel, Beethoven, Goethe et Schiller, trésors communs à toute l'humanité. Il y a eu le gothique et le baroque. Il y a les plus grands penseurs et les meilleurs savants du monde ; il y a, depuis la guerre, l'angélique patience du peuple allemand, sa foi touchante en une Europe salvatrice.

« Duldet mutig Millionen,
« Duldet für die beste Welt !... » [3]

[1] Les Français de la nouvelle génération réprovent la phrase malicieuse de Mauriac : « J'aime tant l'Allemagne que je préfère encore qu'il y en ait deux. »

[2] Y a-t-il au monde quelque chose de plus beau que l'ineffable **Jesus bleibet meine Freude** [« Jésus que ma joie demeure »] ?

[3] « Travaillez avec patience, millions d'hommes. Travaillez pour un monde meilleur ! »
[F. Schiller, Hymne à la Joie]

Oui, l'Allemagne a réparé, l'Allemagne attend qu'on lui rende justice.

Car nous, non violents, nous ne pensons pas qu'il faille rendre le mal pour le mal. Nous croyons que la renonciation à la violence n'empêche pas de réclamer que justice soit rendue.

Pour nous, les conquêtes de Staline ne sont pas plus sacrées que celles d'un quelconque conquérant.

Et si la victoire russe a réparé en bien des points l'injustice des traités qui avaient mis fin à leur défaite de 1917, elle a manifesté un appétit qui rappelle fâcheusement celui des puissances impérialistes du XIX^e siècle : l'énorme empire d'Asie et la confortable sphère d'influence d'Europe nous semblent un peu beaucoup pléthoriques !

L'U.R.S.S. doit se rendre compte que **la défense d'un tel statu quo** n'a rien pour enthousiasmer qui que ce soit. Pour nous, « européens », ce n'est pas de cela qu'il s'agit, mais bien de donner satisfaction aux aspirations de chaque peuple de façon à parvenir à l'harmonie dans l'indépendance. Alors seulement le traité de paix pourra être signé, qui mettra fin à la deuxième guerre mondiale, pour qu'elle soit réellement la dernière.

Les Russes ne peuvent se sentir menacés puisque l'Europe de nos vœux sera désarmée et que nos revendications s'appuient exclusivement sur le droit des peuples à se développer librement.

Il y a contradiction à clamer à tous vents son désir de voir réunir une « conférence pan-européenne de la Sécurité » et à déclarer en même temps que le statu quo est intangible. De quoi délibèrera une telle conférence si on ne peut changer un iota à quoi que ce soit ?

Si la Russie a tant besoin de sécurité à l'ouest, elle devra bien le payer de quelque façon. Pour se faire des amis, il faut manifester compréhension et aptitude à la coopération.

Depuis qu'elle a inauguré l'« Ostpolitik », l'Allemagne fédérale est dans la bonne voie. En adhérant sans arrière-pensée au programme de désengagement et de désarmement, en apportant sa participation [qui peut être décisive] à l'édification d'une Europe bienfaisante et écoutée, elle hâtera la venue du jour où, dans un monde détendu et assagi, la Fédération ouvrira ses portes à une D.D.R. heureuse de revenir dans sa famille sans renier son passé communiste.

CHAPITRE IX**LES QUESTIONS MONÉTAIRES**
Les malades s'habituent à la fièvre
qui devient pour eux une seconde nature

Le 15 août 1971, le dollar a fait l'aveu de son impuissance. Les Américains ont renoncé à faire les sacrifices nécessaires pour rendre au dollar le crédit d'une monnaie de réserve.

Le franc suisse promu à l'importance de monnaie européenne, avec son passé de gestion irréprochable, peut sembler à beaucoup tout désigné pour remplacer le dollar défaillant. Ce serait une lourde erreur. L'expérience malheureuse du dollar nous démontre qu'une monnaie nationale, aussi solide qu'elle soit, ne doit pas devenir monnaie de réserve, pour la simple raison qu'une monnaie de réserve doit échapper à toute dépendance d'un gouvernement quelconque. La monnaie de compte du monde, son instrument de réserve, l'étalon monétaire, est obligatoirement le fait d'un organisme transnational : le Fonds monétaire international, par exemple. Il est géré, non dans l'intérêt de l'une ou de l'autre puissance dominante, mais dans celui de l'ensemble des nations, et spécialement du commerce international, fondement de la prospérité mondiale.

Cet instrument de compte et de réserve, succédané des Droits de tirage normaux [D.T.N.] ou des Droits de tirage spéciaux [D.T.S.], ne peut être basé que sur l'or et sur la confiance que saura inspirer une banque sage et impartiale.

Seul l'or, dans les circonstances actuelles, est un étalon monétaire de par sa bonne renommée, mais surtout parce qu'on ne peut le fabriquer ni le falsifier, ce qui n'est pas le cas des monnaies de papier et des monnaies scripturales : Bons Roosa, Crédits Swaps, D.T.S., etc. Bien sûr, l'or ne suffit plus de nos jours, et il incombe au F.M.I. d'en étendre plus ou moins la sauce, suivant les tendances expansives ou dépressives de l'économie mondiale [1].

[1] Au moyen-âge, quand les faux-monnayeurs sévissaient, les marchands faisaient sonner la pièce de monnaie : l'or ne pouvait tromper. De nos jours, ce sont les gouvernements qui font de la fausse monnaie ; c'est pourquoi l'or est encore nécessaire.

Les deux impératifs auxquels doit répondre une réforme monétaire sont :

- 1°) remplacer le dollar par un nouvel instrument de réserve ;
- 2°) consolider les 30 milliards et quelque de balances dollar [2].

On pourrait procéder de la façon suivante : le prix de l'or est doublé... [3]. Les banques centrales prélèvent 50 % du bénéfice consécutif à ce doublement, c'est-à-dire 25 % de leur stock d'or qu'elles s'engagent à transférer au F.M.I. Celui-ci dispose d'un stock accru du quart des réserves mondiales [4]. Sur ce stock de 400 milliards d'onces environ — et non sur du vent — il tire les nouveaux D.T. [N.D.T.] avec lesquels il rembourse les dettes américaines envers les banques centrales.

Et tout est dans l'ordre. L'Amérique se trouverait en possession de l'équivalent de 20 milliards de N.D.T., dont 15 en métal. Elle pourrait facilement faire face à ses échéances. Sa dette vis-à-vis du F.M.I. serait supérieure, mais celui-ci lui accorderait les délais de remboursement habituels.

De plus, l'ensemble des nations membres du F.M.I. pourrait faire un geste et passer l'éponge sur 25 ou même 50 % des balances ; cela, en considération de l'énorme dette de reconnaissance que le monde a contractée vis-à-vis des États-Unis lors des deux guerres mondiales, et aussi en souvenir du providentiel Plan Marshall. En contrepartie, les États-Unis s'engageraient à rentrer dans le rang et à échanger contre des N.D.T. ou de l'or tous les dollars qu'on lui présenterait.

Ainsi s'achèverait au F.M.I. la ronde infernale des dollars... On pourrait en faire un feu de joie... ou les mettre au musée consacré à la deuxième crise de l'histoire monétaire.

Il semble que, de cette façon, les Américains ne sont pas trop maltraités [sinon leur amour-propre], puisque toutes leurs dettes seraient effacées ou consolidées ; leurs créanciers non plus, victimes innocentes de cette crise.

En même temps, toutes les parités pourraient être librement modifiées et fixées dans un climat de confiance et non de guerre économique.

La fluctuation des monnaies, le double marché des changes et autres casse-tête sont relégués au magasin des accessoires inutiles.

[2] On estime le montant des balances dollar à 50 milliards, mais environ 20 milliards sont provisoirement consolidés, sous forme d'accords Swaps, Sicap, etc.

[3] On nous dira : « Vous allez développer une inflation effrayante ». Mais d'autres affirment le contraire.

Pourquoi les Russes, les Chinois et les Sud-Africains ne devraient-ils à aucun prix profiter d'une revalorisation de l'or ? Ils l'ont attendue assez longtemps !

[4] Réserves évaluées à 40 milliards de dollars, exprimés à la parité de 35 dollars l'once.

L'Europe pourrait saisir cette occasion pour lancer un emprunt-or et financer ainsi les investissements collectifs intéressant la nouvelle communauté.

Mais pour faire entendre la voix de la raison, la France ne suffira pas si elle n'est appuyée par une Europe cohérente. Il conviendrait aussi de profiter de l'événement pour proposer aux Russes et à leurs amis d'entrer dans la danse et de concourir à l'établissement de l'ordre monétaire nouveau [5].

La réforme est fatale. Faudra-t-il attendre la crise mondiale que nous préparent la déflation américaine et l'étranglement des échanges, avec son cortège de misères, pour que les Américains se rendent à l'évidence ?

[5] Le doublement du prix de l'or aurait comme avantage de permettre une intensification des échanges avec les pays communistes. Cela correspondrait pour eux à une extension des crédits, puisque l'or est le seul moyen de paiement dont ils disposent vis-à-vis des économies occidentales.

CHAPITRE X

LE DESTIN FRAPPE À LA PORTE

« La Suisse, dans l'Histoire, aura le dernier mot »
(Victor Hugo)

Pour un peuple qui s'était accoutumé à considérer l'ordre et le travail comme les valeurs essentielles et à limiter son horizon aux frontières de ses cantons, il faut convenir que le choc sera brutal. C'est le « tout ou rien » : on refuse d'entrer à l'O.N.U. ; on refuse d'adhérer au Marché commun ; on envisage tout au plus un vague libre-échange industriel. Puis tout à coup, un descendant des alliés de Morat vient à vous et vous enjoint : « Lève-toi, et marche à la tête de l'Europe ».

On dit qu'Henri IV, pour faire accepter de ses sujets navarrais leur annexion au royaume de France, leur expliqua que c'était le royaume de Navarre qui s'agrandissait aux dépens de la France. Cette fois, on peut affirmer sans aucune hâblerie que c'est la Suisse qui absorbe les premiers territoires européens ; que ce sont eux qui auront à fournir le plus gros effort d'adaptation pour se conformer aux lois helvétiques et copier ses us et coutumes. Le doublement de la superficie et de la population ne devra pas entraîner de trop graves complications à la Confédération.

L'effort demandé à la Suisse devra la préparer à assumer son rôle d'élément fédérateur. Elle devra montrer le chemin de la neutralité idéologique et de la non-violence, comme il a été exposé plus haut. La « révision totale » de la constitution devrait aller dans le sens d'un resserrement des liens fédéraux. La Suisse a à rattraper un retard certain dans l'enseignement supérieur, qui devrait être fédéralisé, ainsi que dans le domaine de la Sécurité Sociale. Il faudrait procéder à l'augmentation du nombre des départements et à leur refonte.

Institutionnaliser les sondages d'opinion

Les initiatives populaires devraient comporter un nombre plus élevé de signatures [100 000 par exemple] pour tenir compte de l'arrivée des nouveaux fédérés — et aussi de celle des électrices. Afin de limiter la fréquence du recours au référendum [facteur d'abstentionnisme électoral], il y aurait lieu d'institutionnaliser les **sondages d'opinion**, qui pourraient dans certains cas remplacer le référendum.

La grande Révolution eut sa nuit du 4 août. La Suisse, elle aussi, aura à sacrifier

quelques privilèges. On pense d'abord au fameux secret bancaire que les Américains et les Allemands ont quelque peu démantelé... Il faudra parvenir progressivement à rapprocher le système fiscal suisse de celui du reste de l'Europe.

L'agriculture suisse mérite une attention spéciale, mais elle ne représente qu'un cas particulier de celui, plus général et maintenant reconnu, de la culture de montagne et de son utilité pour la collectivité. Les paysans sont en quelque sorte les jardiniers paysagistes des parcs nationaux que sont les massifs montagneux.

La question des travailleurs étrangers serait résolue en partie par le désenclavement de la Confédération, dont les entreprises pourraient établir des filiales à travers le continent. Les mesures discriminatoires prises à l'encontre des travailleurs européens pourraient être rapportées au fur et à mesure que les conditions du marché du travail se normaliseraient.

Le C.I.C.R.

La Croix-Rouge poursuivant les mêmes buts humanitaires que la Fédération, devrait s'enrôler sous la bannière de son Comité international en mettant, par exemple, à sa disposition des Corps de volontaires pour secourir les victimes des catastrophes et aussi pour intervenir de façon non violente dans les conflits sociaux, religieux ou militaires.

L'O.N.U. au Liban

Certains sont scandalisés de voir que la Confédération Helvétique n'est pas membre de l'O.N.U. On peut concevoir qu'un pays neutre et non aligné se sente mal à l'aise dans cette organisation par trop inféodée aux Blocs... ne fût-ce que par son siège New-York. Celui-ci devrait être transféré dans un petit pays neutre... qui ne serait pas la Suisse [dont la fibre est trop occidentale], mais, par exemple, le Liban, que sa situation à la charnière de trois continents, ainsi que le cosmopolitisme de ses habitants, désignent à ce choix.

« Sursum Helvetia ! »

La Suisse sera-t-elle flattée de servir de modèle à l'Europe ? Sera-t-elle sensible au geste de ces vieilles nations lui apportant leurs plus chères provinces par amour pour une Europe idéale ? Se souviendra-t-elle de ce qu'elle doit à sa mère l'Allemagne, à sa mère la France, à sa mère l'Italie ? Le bonheur de deux cents millions d'Européens dépend d'elle. Saura-t-elle s'élever à la hauteur de son destin ? « Sursum Helvetia ! »

ÉVOCATION DE L'EUROXIE

Le ciel nous donna en partage
de tous les pays le plus beau !
Si varié de paysage,
de trois côtés entouré d'eau.

Allemagne, France, Italie,
que vos trois noms sonnent joli !
Vous, plats pays, vous les plus hauts,
vous êtes nos quatre joyaux.

Par Rome il fut organisé
et par les Germains vivifié.
Du Christ entendit Vérité
qu'il n'a pas toujours observée.

A la violence il s'adonna
et le monde entier en trembla.
Aujourd'hui il connaît l'amour
et s'y consacre pour toujours.

NANCY, le 7 septembre 1971

TABLE DES MATIÈRES

	Page
CHAPITRE PREMIER	
« Comment en un plomb vil l'or pur s'est-il changé ? » De la mystique de l'Europe au mercantilisme communautaire	2
CHAPITRE II	
Le grand pélican Un bienfaiteur de l'Europe resté incompris	4
CHAPITRE III	
« Et nunc, reges, intelligite ; erudimini qui... » Le chef d'œuvre d'un génie politique	6
CHAPITRE IV	
C'est en forgeant qu'on devient forgeron. Création d'une fédération expérimentale autour de la Suisse	9
CHAPITRE V	
Neutralité. La meilleure ou la pire des choses	14
CHAPITRE VI	
« Heureux les pacifiques ! » La non-violence, arme de l'avenir	16
CHAPITRE VII	
Plus l'Autriche. Un pas décisif pour l'Europe	19
CHAPITRE VIII	
L'Europe et les Allemands. L'Allemagne, souci majeur de l'Europe	21
CHAPITRE IX	
Les questions monétaires. Les malades s'habituent à la fièvre, qui devient pour eux une seconde nature	23
CHAPITRE X	
Le destin frappe à la porte. « La Suisse, dans l'histoire, aura le dernier mot »	26
ÉVOCATION POÉTIQUE DE L'EUROPE	28

